

Tensions

Nous avons évoqué ici même, juste avant les scrutins municipaux et cantonaux, les raisons qui poussent à ce que le phénomène de « mercato » prenne de l'ampleur. Si l'on en croit les prévisions du **Syndicat national des directeurs généraux**, l'on peut s'attendre à une mobilité frôlant les 70% pour les DGS des communes de plus de 5 000 habitants. Il faudra patienter encore un peu pour que ce chiffre soit vérifié, mais les raisons objectives d'une telle évolution se confirment. Les basculements qu'ont connus nombre de villes petites et moyennes entraînent l'arrivée de nouveaux maires, parfois décidés à remplacer rapidement l'équipe de dirigeants en place. Comme on commence à l'observer, certains d'entre eux, sortants et réélus,

**TOUT PORTE À CROIRE QUE
LE GOUVERNEMENT SOUHAITE
PRÉPARER LES ESPRITS
À DES MESURES DRASTIQUES.**

sont accompagnés d'une équipe d'adjoints largement renouvelée, estimant que le nouveau souffle de leur prochain mandat doit passer par un changement de DG.

Selon les strates de collectivités et en fonction de la tendance politi-

que des élus avec lesquels les directeurs ont travaillé, la mobilité de ces derniers sera plus ou moins facilitée. La tendance au « spoil system », même si le mot ne recouvre aucune réalité juridique dans notre pays, semble donc s'accroître. Dans le même temps, et sans pour autant établir de corrélation entre les deux phénomènes, les tensions entre le gouvernement et les associations d'élus locaux s'intensifient. Les déclarations du Premier ministre et du ministre du Budget, la semaine dernière, mettant pour partie sur le dos des collectivités la dégradation des comptes publics, ont entraîné une levée de bouclier de la part des élus locaux. Tout porte à croire que le gouvernement souhaite préparer les esprits à des mesures drastiques. Plusieurs pistes sont redoutées par les associations, comme une indexation de la dotation globale de fonctionnement sur la seule inflation ou une modification des règles du fonds de compensation de la TVA. De ce point de vue, la prochaine Conférence nationale des exécutifs locaux sera fort instructive. Quant au nouveau Comité des finances locales – d'une importance stratégique dans ce contexte tendu –, il ne devrait pas se réunir avant le début du mois de juillet.

**ALAIN PIFFARETTI,
RÉDACTEUR EN CHEF**